



**Réagir à la tuerie de masse en France :
Pistes d'évolutions du schéma
d'intervention national**

Par Alexandre Rodde, conseiller ERYSS
Group

13 décembre 2018

« Les attentats de janvier et de novembre 2015 nous l'ont démontré de façon tragique : nous avons changé d'époque. »

Bernard Cazeneuve, 19 avril 2016.

Le 11 décembre 2018, un individu armé ouvre le feu dans la rue des Orfèvres, à proximité du marché de Noël de la ville de Strasbourg. S'ensuit une fusille d'une vingtaine de minutes, où des tirs sont échangés entre l'assaillant et les forces de l'ordre. Blessé au bras par un militaire de l'opération Sentinelle, il force un chauffeur de taxi à le transporter dans le quartier de Neudorf. Défavorablement connu des services de police et fiché S, il réussit ensuite à échapper aux policiers et gendarmes, avant de s'enfuir. Malgré la réponse rapide et le dispositif de sécurité important des forces de l'ordre, la fusillade causé a la mort d'au moins trois personnes et blessé une dizaine d'autres¹.

La tuerie de masse représente un défi nouveau pour les forces de l'ordre françaises. Comme tout phénomène criminel, la tuerie de masse s'imprègne et s'adapte à son époque. La fin du vingtième siècle avait vu les gendarmes et policiers français faire face à des formes variées d'attaques terroristes, la menace actuelle reste très différente. Les attaques déjà très violentes commises par des équipes organisées qu'on avait pu voir agir dans les années 90, ont atteint un nouveau degré de brutalité avec l'utilisation de ceintures d'explosifs² et la popularisation des armes automatiques³. Les modes opératoires varient également notamment l'utilisation plus fréquente et plus mortelle de véhicules béliers⁴. Enfin, des « profils » d'assaillants différents, inconnus en France, sont apparus : terroriste solitaire⁵, déséquilibré radicalisé⁶, tireur scolaire⁷... Malgré un nombre d'attaques moindre que celui de la période 80-90, celles-ci sont parfois beaucoup plus mortelles. Les attaques du 13 novembre, qui ont frappé simultanément trois quartiers de Paris, ont causé plus d'une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés, un record en France et la deuxième attaque la plus mortelle en Europe, après les attentats de Madrid en 2004.

Face à une multiplication des attaques, et à des défis opérationnels nouveaux, et dès la fin de l'année 2015, le Ministère de l'Intérieur prend conscience de la nécessité de réformer le schéma national d'intervention. Un nouveau schéma d'intervention est présenté le 19 avril 2016, devant l'ensemble des unités d'intervention spécialisées françaises, le GIGN, le RAID et la BRI⁸. Le constat est clair : la nature,

1 « Attentat à Strasbourg: ce que l'on sait », Le Parisien, en ligne, consulté le 12/12/2018, URL: <http://www.leparisien.fr/faits-divers/attentat-a-strasbourg-ce-que-l-on-sait-11-12-2018-7966335.php>

2 Comme ce fut le cas pour les assaillants du 13 novembre 2015.

3 Ce fut le cas pour les assaillants de Charlie Hebdo et du 13 novembre 2015.

4 L'attaque du 14 juillet 206 à Nice en est l'exemple.

5 On peut citer comme exemple Mohamed Merah en 2012, Ayoub El Khazzani en 2015 et Mohamed Lahouaiej-Bouhlel en 2016.

6 Les exemples sont nombreux : Yassin Salhi (Saint Quentin Fallavier), Adel Kermiche et Abdel Malik Petitjean (Saint Etienne du Rouvray).

7 L'attaque de Grasse en 2017 était la première de ce type en France.

8 Les trois unités sont particulièrement consciente du changement dans les modes d'actions adverses, ayant fait face aux attaques à Dammartin en Goelle, à Saint-Denis et au Bataclan

la portée et les modes opératoires adverses ont évolué ; la réponse apportée doit s'adapter. Par ailleurs, les forces de l'ordre doivent faire face à des difficultés nouvelles temps de réaction inadapté, sur-attentats, choix des cibles privilégiant la masse à la symbolique. En plus des renforcements d'effectif et de budget, de nombreuses mesures concernent les équipes d'intervention.

Le Plan « BAC PSIG 2016 »⁹, concerne les équipes d'intervention de niveau intermédiaire. Il apporte une capacité de réaction supplémentaire à la Police Nationale et à la Gendarmerie, en leur fournissant des crédits supplémentaires pour améliorer le matériel, notamment les protections individuelles (gilets porte plaques balistiques, casques pare-balles) et l'armement, en équipant les BAC et les PSIG avec des fusils d'assaut HK G36 chambrés en calibre 5,56x45 mm. Une nouvelle doctrine est également mise en place avec la création de 150 PSIG Sabre à partir des équipes du PSIG existantes, choisis pour leur localisation géographique, et dotés d'une capacité opérationnelle supérieure. S'agissant des équipes d'intervention spécialisées, trois antennes supplémentaires ont été créées pour le RAID (Toulouse, Montpellier et Nancy), tous les Pelotons d'Intervention Interrégionaux de la Gendarmerie (PI2G) ont été transformés en « antenne GIGN », ainsi que la création de trois antennes GIGN supplémentaires à Nantes, Tours et Reims¹⁰.

L'amélioration de la capacité opérationnelle des équipes d'intervention n'est que l'un des aspects du nouveau plan mis en place en 2016 : d'autres avancées sont prévues, tant sur le plan légal que sur celui de la doctrine d'intervention. L'article 122-4-1 du Code Pénal, créé par loi n°2016-731 du 3 juin 2016 - art. 51, ajoute au régime de la légitime défense alors en vigueur, une exonération supplémentaire pour les forces de l'ordre faisant face à une tuerie de masse. En effet, le régime laissait alors un flou juridique quant à la recevabilité de la légitime défense lorsque l'assaillant n'était plus en train ou sur le point de faire usage de son arme. Cette rédaction mettait en danger les membres des forces de l'ordre qui intervenaient sur des situations similaires à celle de l'attaque Bataclan, où la tuerie avait cessé avant de reprendre. La nouvelle rédaction de 2016 disposait que le policier, gendarme, militaire ou agent des douanes qui ferait usage de son arme « *dans le but exclusif d'empêcher la réitération, dans un temps rapproché, d'un ou plusieurs meurtres ou tentatives de meurtre venant d'être commis* », dès lors que l'« *agent a des raisons réelles et objectives d'estimer que cette réitération est probable* »¹¹. Cette nouvelle rédaction élargissait le principe de « *danger actuel ou imminent* » et permettait aux policiers et gendarmes d'agir d'agir efficacement contre les assaillants sans risquer des d'engager leur responsabilité pénale si les assaillants interrompaient momentanément leur tuerie. L'article sera ensuite abrogé en février 2018 pour être réintégré dans l'article 435-1 du Code de la Sécurité Intérieur, établissant ainsi de nouvelles règles d'usages des armes, communes aux gendarmes et aux policiers¹². Au plan doctrinal, des avancées majeures ont également eu lieu. Conscient du fait que les premières minutes sont toujours les plus meurtrières, la nouvelle doctrine insiste sur la nécessité pour les primo intervenants de tenter de faire cesser la tuerie, quel que soit le rapport de force, en

9 « Le Plan BAC PSIG 2016 », en ligne, consulté le 29/11/2018, URL: <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-des-actualites/2015-Actualites/Le-Plan-BAC-PSIG-2016>

10 « Schéma national d'intervention: Discours de Bernard Cazeneuve aux unités d'élites, le 19 avril 2016 », en ligne, consulté le 29/11/2018, URL: <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-ministre-de-l-interieur/Archives-Bernard-Cazeneuve-avril-2014-decembre-2016/Interventions-du-ministre/Presentation-du-schema-national-d-intervention>

11 Article 122-4-1 du Code Pénal (abrogé), en ligne, consulté le 29/11/2018 URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000032634120>

12 Article 435-1 du Code de la Sécurité Intérieure, en ligne, consulté le 29/11/2018, URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000025503132&idArticle=LEGIARTI000034107970>

neutralisant ou, à défaut, en fixant¹³ l'adversaire. Dans un deuxième temps, les primo engagés ont pour responsabilité de sauver un maximum de vies, en mettant à l'abri ou évacuant les impliqués quand les circonstances le permettent. Le « bouclage » préconisé par le passé, et l'attente de l'équipe d'intervention n'est mis en place que lorsque l'auteur de la tuerie se retranche et/ou qu'une prise d'otages débute. Ces changements ont permis de rattraper un retard opérationnel causé par un manque d'anticipation de la faculté d'évolution des modes d'actions adverses. Deux ans plus tard, et suite à l'attaque terroriste au Super U de Trèbes, les forces de l'ordre continuent de réfléchir à de possibles évolutions de l'organisation de l'intervention. Dans le cas de l'attaque de Trèbes, l'antenne GIGN de Toulouse a dû intervenir sans dépiégeurs d'assaut, une compétence réservée au GIGN en Gendarmerie. Le Directeur Général de la Gendarmerie Nationale, le Général Lizurey a ainsi annoncé à Satory lors d'une prise d'arme du GIGN qu'il « [fallait] poursuivre le travail d'analyse et de réflexion face au terrorisme low cost », « sans idée préconçue, ni approche dogmatique », mais également qu'il « fallait encore réduire les délais d'engagements en transmettant les savoirs utiles »¹⁴. Le constat est clair : les méthodes de l'adversaire changent et celles des forces de l'ordre doivent également s'adapter

La multiplication d'attaques dans les communes de faible densité de population (Saint Quentin Fallavier, Saint Etienne du Rouvray, Trèbes¹⁵) requiert que tous les primo engagés soient en capacité d'intervenir sur un événement de type tuerie de masse. Les équipes d'intervention intermédiaires (PSIG, PSIG Sabre, BAC) et spécialisées ne pourront être sur place immédiatement. Des pistes de réflexion sont donc abordées par la Gendarmerie et la Police Nationale sur ce sujet. Deux axes de réflexion doivent être pris en compte : la prévention et la prospective de l'attaque (1) et la préparation des membres des forces de l'ordre à de tels événements (2).

Partie I : Prévention et prospective

Mondialisation du phénomène

En 1971, William Powell, 22 ans, publie aux États Unis « The Anarchist Cookbook », un manuel rassemblant des méthodes et des schémas pour l'action violente, de la fabrication d'explosifs aux méthodes de combat à mains nues mais aussi à la production de drogues de synthèse. Les informations qui le composent ont été rassemblés par Powell à partir des livres disponibles dans la New York Public Library¹⁶. L'ouvrage sera distribué à plus de deux millions d'exemplaires, et laissera derrière lui une sinistre réputation. Il a été retrouvé dans les affaires de Zvonko Busic, nationaliste croate responsable de la prise d'otage du vol de la TWA n°355 et de la mort d'un officier de police, dans celles de Timothy McVeigh, terroriste américain qui fera sauter un bâtiment fédéral à Oklahoma City en 1995, et ou encore dans celles d'Eric Harris et Dylan Klebold, les tireurs du lycée de Columbine en 1999. L'ouvrage

13 Fixer signifie ici l'empêcher de prendre la fuite tout en l'isolant des victimes.

14 « Après Trèbes, la gendarmerie planche sur une nouvelle organisation de l'intervention », 28/09/2018 en ligne, consulté le 29/11/2018, URL : <https://lessor.org/operationnel/apres-trebes-la-gendarmerie-planche-sur-une-nouvelle-organisation-de-lintervention/>

15 Respectivement 6047, 28 000 et 5587 habitants.

16 « Books as Contraband : The Strange Case of the Anarchist Cookbook », J .Breinholt, 13/09/2018, en ligne, consulté le 29/11/2018, URL : <https://warontherocks.com/2018/09/books-as-contraband-the-strange-case-of-the-anarchist-cookbook/>

est même considéré comme un objet de contrebande dans différents pays, et est souvent découvert chez les terroristes et criminels partout dans le monde. Mais malgré son succès relatif, « The Anarchist Cookbook » restait difficile à obtenir, nécessitant de trouver une librairie qui le vendait, ou de s'en fournir une copie d'occasion.

En 2018, l'ouvrage de Powell a été rendu obsolète par l'évolution de la technologie de partage de l'information. S'il reste disponible sur Internet, il a maintenant été dépassé par de nombreux écrits, notamment ceux issus de la mouvance djihadiste. En 2000, lors de la fouille de l'appartement d'un membre d'Al Qaeda, Anas Al Liby à Manchester, la police découvre the « Al Qaeda Handbook »¹⁷, un manuel dédié aux terroristes islamistes qui décrit des méthodes de contre surveillance, d'assassinats, de falsification de documents et de fabrication d'explosifs. En 2004, l'ouvrage « Management de la sauvagerie » écrit par Abou Bakr Naji est diffusé sur Internet. Ce document présente une stratégie nouvelle, dite des « milles entailles », pour les volontaires au djihad. A la même période, Abou Moussab Al Suri diffuse également « Appel à la résistance islamique mondiale » où il présente ses théories sur l'organisation des groupes et la sélection des cibles pour les djihadistes occidentaux à travers 1600 pages. Ces ouvrages auront un impact international sur le terrorisme islamique. Ils permettent la diffusion de stratégies, de méthodes et de savoir-faire tactiques à un très grand nombre, multipliant ainsi la dangerosité de leurs sympathisants. On peut observer leur impact sur les attaques terroristes qui précèdent : la stratégie des preneurs d'otages de l'attaque de l'école primaire de Beslan en 2004 suit plusieurs recommandations du « Manchester Document », et les victimes sélectionnées par Mohamed Merah en 2012 « les juifs, les policiers, les militaires » sont celles décrites par Al Suri. En plus de ces partages de textes et de manuels, les tueurs de masses potentiels sont désormais capables de rechercher et d'analyser chaque occurrence pour en tirer des leçons. Non restreints par un cadre légal ou une doctrine d'intervention, les futurs tireurs sont libres de préparer longuement leurs attaques et de s'appuyer sur la littérature disponible. Dans le cadre des fusillades de masses commises sur le territoire américain cette dynamique s'illustre clairement, qu'elles aient lieu en milieu scolaire ou non. Désormais, les tireurs planifient méthodiquement leurs attaques avant de les exécuter, cherchant les points faibles dans le dispositif et prenant en compte la doctrine opérationnelle des forces de l'ordre. L'exemple type est celui de la tuerie de masse de Las Vegas en octobre 2017. Le tireur Stephen Paddock s'était positionné au trente-deuxième étage d'un bâtiment, situation presque inédite¹⁸ ralentissant considérablement l'arrivée des équipes d'intervention, et lui permettant de commettre la fusillade la plus meurtrière de l'histoire des États Unis¹⁹. Dans les investigations qui suivirent, les enquêteurs ont découvert qu'il préparait cette attaque depuis près d'un an et qu'il avait effectué sur série de repérages précis avant de choisir cet endroit. Autre développement récent, l'arrestation au Nouveau Mexique de Siraj Wahhaj et Lucas Morten, deux américains vivant dans un camp de fortune avec onze enfants, à qui ils apprenaient à se servir d'un fusil d'assaut de type AR-15 dans le but de commettre des fusillades dans des écoles²⁰. Ils reprennent ici certaines méthodes préconisées par Al Qaeda, qui recommande d'attaquer des établissements scolaires pour leur valeur symbolique, déjà illustré par l'attaque de l'école de Beslan, Russie en 2004.

17 Aussi connu sous le nom du « Manchester Document »

18 Une situation similaire peut être observé en 1961 lors d'une fusillade à l'Université du Texas, où le tireur s'était positionné sur le toit d'un building.

19 Cinquante huit morts, et plus de 800 blessés dont 422 par balles.

20 « New Mexico compounding gang arrested by FBI », BBC, 01/09/2018, en ligne, consulté le 29/11/2018, URL: <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-45380235>

Analyse et retour d'expérience

L'étude de ces textes, et l'analyse complète de ces attaques pourraient être extrêmement bénéfique aux forces de l'ordre françaises. Dans un monde connecté où l'information est immédiatement transmise, le phénomène de tuerie de masse n'existe plus en vase clos. Des phénomènes circonscrits à certaines régions du monde sont désormais mondiaux. Par exemple, les déséquilibrés radicalisés utilisant des armes blanches, typiques de « l'intifada des couteaux » de 2015 en Israël, sont désormais observés sur le territoire national²¹ ; la fusillade scolaire, phénomène principalement nord-américain, surgit en France et en Ukraine, jusque-là épargnées par cette menace.

Afin de mieux appréhender le phénomène de la tuerie de masse, il convient de l'étudier à l'échelle internationale. L'idée n'est pas nouvelle, et a déjà été implémentée par les équipes d'intervention spécialisées, le GIGN, le RAID et la BRI. Ces unités ont depuis longtemps recruté des experts en sciences politiques, linguistique, et relations internationales qui observent et analysent l'évolution de la menace au niveau international. Grâce à leurs analyses, les membres opérationnels sont capables de réviser ou non leur méthodes et de continuer à faire évoluer leurs méthodes d'intervention. Cette combinaison des connaissances théoriques et de l'analyse des occurrences de tueries de masses avec le savoir-faire opérationnel des unités d'élites des forces de l'ordre françaises permet ainsi une plus grande efficacité dans l'intervention. Reprenant la formule de Bergson, les opérationnels sont alors capables « d'agir en homme de pensée » et les analystes de « penser en homme d'actions ». On peut ainsi émettre des scénarios réalistes et questionner les membres des équipes d'intervention sur la stratégie qu'ils mettraient en œuvre s'ils devaient intervenir. Chaque attaque d'ampleur, chaque nouveau mode opératoire des assaillants, doit être envisagé et engendrer si nécessaire, une modification automatique des méthodes d'entraînement et de formation. Les leçons tirées, doivent ensuite être transformées en recommandations et être suivies d'allocation de nouveaux moyens, si le budget le permet. L'exemple des Counter Terrorist Specialist Firearm Officer (CTSFO) anglais illustre parfaitement cette nécessité. Inquiet après la série d'attentats ayant eu lieu à Mumbai novembre 2008, où dix membres du groupe terroriste pakistanais Lashkar-e-Toiba lançaient douze attaques pendant près de quatre jours²², le Metropolitan Police Service²³ décide de créer un nouveau type d'unité d'intervention. Mieux armés et mieux formés, les CTSFO sont déployés en équipes et ont ensuite été organisés en réseau national. Cette évolution de l'armement des policiers anglais leur a permis de neutraliser en seulement huit minutes les assaillants de l'attaque de London Bridge en juin 2017²⁴. Les unités d'élites françaises aussi savent s'adapter, comme le montre la mise en place de la Force d'Intervention Rapide de la BRI-PP.

Mais si le RAID, le GIGN et la BRI-PP se tiennent déjà au courant de l'évolution de la menace, et s'adaptent en conséquence, ce n'est pas le cas de la plupart des équipes d'intervention professionnelles, encore moins des personnels des commissariats et des brigades. Or, il est clair que les premières minutes de chaque tuerie de masse sont les plus mortelles, et qu'ils seront les premiers à arriver sur les lieux, avant même les militaires du PSIG et des policiers de la BAC. Dès lors, et comme l'a indiqué le

21 On peut citer l'attaque de la rue Monsigny en mai 2018, et celle sur le Canal de l'Ourcq en septembre, pour n'évoquer que les attaques parisiennes.

22 *Les attaques de Mumbai feront plus de 160 morts et 300 blessés.*

23 Le « Met » est la force de police en charge du Grand Londres.

24 « London attack: What happened » ; BBC, 30/05/2018, en ligne, consulté le 29/11/2018, URL: <https://www.bbc.com/news/uk-england-london-40147164>

Général Lizurey, il est important de transmettre les savoirs issus de l'étude et de l'analyse prospective des attaques étrangères, mais aussi de celle commises sur le territoire national. En effet, du fait de la longueur du processus judiciaire²⁵ nécessaire à l'établissement de la culpabilité des auteurs, il est impossible pour des équipes d'intervention de niveau intermédiaire et élémentaire d'obtenir les leçons tirées des attaques les plus récentes en France. Leurs membres sont alors dans l'impossibilité de faire évoluer leur méthode et sont souvent pris par surprise quand ils font face aux nouvelles méthodes des assaillants. La mise en place d'un bureau en charge d'« industrialiser » l'analyse de la menace, au niveau national et international, et leur diffusion à l'ensemble des forces de l'ordre française pourrait être extrêmement profitables pour ces unités.

En conséquences, un nouveau protocole peut être envisagé. Ce protocole permettrait une automatisation du processus d'analyse :

1. D'abord une veille doit être organisée concernant toutes les occurrences de tueries de masses, quelles que soit leur formes.
2. Des analystes doivent ensuite trier les cas qui sont pertinents pour les forces de l'ordre françaises.
3. Ensuite les sources ouvertes, dossier de police et rapport de commission locales, doivent être rassemblés et traduites. Beaucoup sont disponibles, ne nécessitant qu'un travail de documentation.
4. *Vient ensuite le stade de l'analyse, qui doit être effectué par des analystes qui connaissent le contexte local et qui sont familiers avec les méthodes des forces de polices locales.*
5. *Finalement, leurs travaux doivent être diffusés, sous forme de notes, aux unités d'intervention spécialisées, intermédiaires et élémentaires.*

Comme évoqué plus tôt, les tueries de masses varient en forme, et une réévaluation régulière de la pertinence des cas choisis doit être mise en place. Ainsi, avant la fusillade du lycée Alexis de Tocqueville en mars 2017²⁶, une fusillade scolaire de type Columbine était difficilement concevable sur le territoire français, mais doit désormais être envisagée.

Pour les PSIG et les BAC, l'intérêt d'être mis face à situations de tueries de masses où les modes d'actions adversaires varient leur permet de prendre en compte des facteurs qu'ils pourraient avoir négligés dans leur entraînement. Pour les unités primo engagées, brigades et commissariats, qui doivent être extrêmement polyvalentes dans leurs missions quotidiennes, leur présenter le maximum de situations leur permet d'être plus efficient dans leurs réponses à ce type de tueries. Ces travaux prospectifs, suivis d'un travail de prévention peuvent permettre une réelle évolution de la réponse des forces de l'ordre française. Depuis 2015, les efforts de la Gendarmerie et de la Police Nationale, et les formations amok mises en place ont permis une prise de conscience de l'ensemble des personnels. Toutefois, dans un climat sécuritaire où les formes et les occurrences de tueries de masses sont variées, d'autres pistes d'amélioration des capacités opérationnelles doivent être explorées.

25 « Les enjeux du procès de Salah Abdeslam à Bruxelles », P. Egré, Le Parisien, 04/02/2018, en ligne, consulté le 29/11/2018, URL: <http://www.leparisien.fr/faits-divers/les-enjeux-du-proces-de-salah-abdeslam-a-bruxelles-04-02-2018-7540854.php>

26 « Fusillade à Grasse: revivez le déroulement des événements » J. Absalon, RTL, 16/03/2017, en ligne, consulté le 29/11/2018, URL: <https://www.rtl.fr/actu/justice-faits-divers/fusillade-dans-un-lycee-a-grasse-plusieurs-blesses-7787694490>

Partie II : Entraînement et réaction à la tuerie de masse

Construire sur les acquis

Si l'analyse et la diffusion d'informations peuvent permettre aux unités d'intervention élémentaire de mieux réagir face à une tuerie de masse, ces avancées doivent nécessairement être accompagnées d'une formation opérationnelle. La transmission de savoirs utiles évoquée plus tôt concerne principalement des capacités opérationnelles, sans lesquelles ce travail d'analyse ne peut avoir de réel impact. C'est donc aux instructeurs de sélectionner les méthodes adéquates, de les adapter aux objectifs visés avant de les transmettre à l'ensemble des personnels.

La réaction du Ministère de l'Intérieur a déjà permis d'installer les bases d'une réponse efficace des forces de l'ordre face à une tuerie de masse. La doctrine opérationnelle a été simplifiée et diffusée, les effectifs renforcés et des relations avec les cibles à risques ont été mise en place. Ces éléments sont un socle solide pour l'amélioration des capacités opérationnelles, requièrent une utilisation efficace. Des référents amok²⁷ ont été formés, et sont capables de mettre en place la structure nécessaire à une montée en puissance de la réponse à une tuerie de masse. La réponse à une tuerie de masse est un exercice extrêmement complexe, qui requiert une l'acquisition de compétences opérationnelles spécifiques pour tous les membres des forces de l'ordre qui pourraient être appelées à réagir sur ce type d'évènements. Dès lors, il est nécessaire qu'une formation régulière soit mise en place, reprenant les fondamentaux nécessaires à la réponse policière et gendarmesque : doctrine, progression, tir, commandement, gestion des secours... Les exercices de fusillades de masse doivent être incorporés dans le programme de formation continue personnels de façon récurrente, comme cela peut être le cas pour d'autres exercices tels que les opérations anti délinquance ou le maintien de l'ordre. Se basant sur les avancées ayant eu lieu depuis le plan intervention de 2016, la réponse globale peut être rendue plus efficiente.

La doctrine d'intervention doit d'abord être simple et diffusée le plus possible. En effet, si les personnels des équipes d'intervention la connaissent en détails, les personnels de commissariat et de brigades, qui doivent être extrêmement polyvalents et capable de gérer des situations très éloignées de la tuerie de masse, le sont souvent moins. Des rappels sur celle-ci, répétant la conduite à tenir, pourraient être organisés pendant les séances de tirs, afin de s'assurer que la doctrine est connue de tous. De plus, une fois la partie théorique assimilée et répétée, il est primordial qu'elle soit suivie de la partie pratique. La majorité des gendarmes et policiers ont suivi une formation amok suite aux événements de 2015, leur permettant de se familiariser avec les nouvelles doctrines. Depuis de nombreuses unités d'intervention élémentaire n'ont pas eu l'occasion de répéter cet entraînement, coûteux sur le plan du temps et des moyens engagés. En l'absence de drill régulier, il n'est pas possible d'évaluer la maîtrise effective de ces techniques par les gendarmes et les policiers. Il n'est bien évidemment pas souhaitable de faire chaque policier et/ou gendarme un équipier de la BAC ou du PSIG, mais de leur offrir un formation

27 Amok et tuerie de masse sont des termes souvent utilisés de manière similaire dans les forces de l'ordre françaises, mal gré quelques différences sémantiques. La tuerie de masse est un terme général décrivant une occurrence où de nombreux homicides sont commis, alors l'amok consiste en un comportement meurtrier d'un individu envers ceux qui l'entoure. Ici, les deux termes seront utilisés de façon interchangeable.

complémentaire à celle initialement reçue. De plus, certains personnels, notamment en Gendarmerie où les réservistes représentent une part considérable des renforts quotidiens, n'ont reçu aucune formation sur le sujet et seraient donc difficilement à même de réagir de manière adaptée. Il est également utile d'impliquer les partenaires réguliers, qui jouent un rôle capital dans une situation de type tuerie de masse, tels que les pompiers et les personnels du SMUR. Une connaissance de leurs méthodes et de leurs besoins logistiques, à tous les niveaux du schéma national d'intervention, permet une meilleure coordination, dans des situations où la rapidité de la prise en charge des victimes est vitale.

Cette coopération doit ensuite être étendue à la population et plus particulièrement aux établissements recevant du public. Un centre commercial dans l'Aude, une église en Seine Maritime ou une usine dans l'Isère : les lieux ciblés par les attaques sont extrêmement variés. La mise à profit des contacts préalablement existants entre les unités locales, les entreprises et les institutions contribuerait à améliorer considérablement les capacités de réponse en cas d'attaques. L'instauration de Plans Particuliers de Mise en Sûreté intrusion (PPMSi)²⁸ a permis un premier contact avec les établissements scolaires. D'autres devraient l'être avec les partenaires institutionnels réguliers (mairies, préfetures), mais aussi avec le secteur privé (entreprises, salles de spectacle, stades...). Une telle coopération se matérialiserait par la divulgation de copie des plans des bâtiments, de la disposition de leur système de vidéosurveillance, et par des échanges sur leurs vulnérabilités et les menaces potentielles qu'ils redoutent. De tels échanges faciliteraient la réponse opérationnelle en cas d'attaque. Par ailleurs, cette coopération pourrait se concrétiser par des entraînements dans des locaux privés, permettant aux policiers et aux gendarmes de se former à progresser dans des environnements différents.

Les avancées de la Gendarmerie et de la Police Nationale depuis 2015 ont permis à leurs personnels d'anticiper et de réagir dans l'hypothèse d'une tuerie de masse, dans un contexte sécuritaire difficile. Il a ensuite été démontré qu'il était possible d'étendre ces avancées par des moyens simples et peu coûteux (régularité de la formation, apprentissage répété de la doctrine opérationnelle, prise de contact avec les cibles potentielles...). Cette extension des capacités existantes ne représente qu'une part limitée des possibilités d'amélioration de la réponse française à la problématique de la tuerie de masse.

Moderniser la réponse

De toutes les forces de polices occidentales qui font face au phénomène de fusillade de masse, que ce soit de type amok ou terroriste, aucune n'y est aussi confronté que la police américaine. Ainsi pour l'année 2017, on recense 427 fusillades de masse, 590 morts et 1972 blessés par balles^{29,30} aux États-Unis. Ces événements sont plus fréquents ces dernières années³¹ et le nombre de victimes par

28 Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale: Vie Scolaire: plans particuliers de mise en sûreté face aux risques majeur, circulaire n° 2015-205 du 25-11-2015, en ligne, consulté le 29/11/2018, URL: http://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?cid_bo=95837

29 Dans ce cas, on définit une fusillade de masse dès lors qu'il y a minima 4 blessés par balles.

30 Mass Shooting Tracker, données pour l'année 2017, en ligne, consulté le 29/11/2018, URL: <https://www.massshootingtracker.org/data/2017>

31 « The terrible numbers that grow with each mass shooting », B. Berkowitz D. Lu, C. Alcantra, The Washington Post, 01/10/2017, en ligne, consulté le 29/11/2018, URL:

incident est également en augmentation³². Face à une telle prédominance du phénomène, les policiers américains ont développé une doctrine d'intervention face à ce qu'il nomme « active shooter scenarios », remise en question à chaque nouvelle occurrence. C'est cette rapidité d'adaptation, et l'expérience accumulée qui offre aux forces de l'ordre américaines un retour d'expérience d'une qualité incomparable à leurs pairs dans le monde occidental. En dépit des différences sociétales et criminologiques entre la France et les États-Unis, il est cependant instructif de se pencher sur le paradigme américain en matière de réponse aux tueries de masse.

La création d'équipes d'intervention aux États-Unis, souvent regroupées sous l'acronyme SWAT³³ débute dans les années 70. Ces équipes avaient été conçues pour face à une criminalité qui avait un accès facile aux armes de guerre plus facile à obtenir après la Guerre du Vietnam. La pensée policière de l'époque préconisait que des spécialistes de l'intervention soient prêts à réagir lorsque les officiers en patrouille se retrouvaient dépassés par une situation. Mieux armés et plus entraînés, les membres d'une équipe du SWAT apportaient un avantage tactique indéniable à chaque département de police. Cependant, avec les années, le recours répété au SWAT a engendré une certaine érosion de la responsabilité des unités de patrouille lorsqu'une situation devenait critique. Par manque d'habitude, de matériel et de formation, les officiers de patrouille se trouvaient dans l'incapacité de répondre à une fusillade de masse. Deux événements mettront en exergue ces vulnérabilités opérationnelles à la fin des années 90 : la fusillade North Hollywood en 1997, et la tuerie du lycée de Columbine en 1999.

Le 28 février 1997, Larry Phillips Jr. et Emil Mățăsăreanu viennent de dérober près de 300 000 dollars dans une banque du quartier de North Hollywood à Los Angeles. Alors qu'ils quittent l'établissement, ils font face aux officiers de LAPD³⁴. Les braqueurs sont armés de deux fusils d'assauts³⁵ qu'ils ont modifiés pour être automatique et de plus de 3000 cartouches. Ils portent tous deux des protections balistiques de niveau IIIA, renforcés par une plaque supplémentaire pour Matasareanu. La fusillade durera 44 minutes, s'achevant par le décès des deux braqueurs. L'armement des policiers, des armes de poings de calibre 9mm et 38 et quelques fusils à pompe de calibre n'ont que peu d'effet sur les braqueurs, qui tireront plus de mille cartouches à l'arme automatique. Le SWAT n'arrivera qu'après dix huit minutes de tirs ininterrompu et l'intégralité de la scène est diffusée en direct à la télévision. Le volume du feu et la protection balistique des tireurs leur ont donné un avantage initial, et dix huit officiers de police ont été blessés. Seule l'utilisation de fusil d'assaut de type AR-15, et une plus grande précision de tirs à permis au LAPD de mettre un terme au face à face. Le bilan des forces de police américaines est clair : l'armement des policiers doit évoluer afin de rendre les unités d'intervention élémentaire capables de répondre par le feu lors d'incident avec des assaillants armés. A la suite de cet événement, les voitures de patrouille ont été équipées d'un fusil d'assaut, le plus souvent un AR-15 (5,56x45mm) et tous les policiers ont été formés à l'usage de cette arme. Désormais, beaucoup d'entre eux sont également autorisés à choisir une arme de poing de calibre supérieur, souvent .45 APC. La fusillade de North Hollywood aura appris aux officiers de police américains qu'ils doivent être armés

https://www.washingtonpost.com/graphics/2018/national/mass-shootings-in-america/?noredirect=on&utm_term=.9675a3445ba8

32 En 2016, la fusillade du Pulse, une boîte de nuit d'Orlando, Floride fait 49 morts et 53 blessés et devient la fusillade la plus mortelle de l'histoire des États-Unis. Le 1^{er} octobre, la fusillade du festival Road 91 Harvest à Las Vegas fait 58 morts pour plus de 800 blessés.

33 Special Weapons and Tactics, mais les acronymes SERT, SRT, SORT sont aussi utilisés.

34 Los Angeles Police Department

35 Norinco type 56 S-1, et Bushmaster XM15 Dissipator. Ils transportaient également un HK91 semi automatique et un Beretta 92FS.

plus lourdement pour faire face à une criminalité en pleine évolution et ne peuvent plus s'appuyer sur le SWAT. Les événements du 20 avril 1999 confirmeront la leçon de North Hollywood.

Un peu plus de deux ans après la fusillade entre le LAPD et les braqueurs, Dylan Klebold et Eric Harris ouvrent le feu sur leur camarades à l'extérieur du lycée de Columbine dans le Colorado. Rapidement, ils échangent des coups de feu avec les primo engagés et se réfugient à l'intérieur de l'établissement. Dès lors, les forces de l'ordre suivent la doctrine opérationnelle de l'époque: encercler le bâtiment, le «bouclage», assister les élèves qui s'enfuient en attendant l'arrivée du SWAT. A l'intérieur, Harris et Klebold ont ouvert le feu dans les couloirs et après une vingtaine de minutes ont pénétré dans la bibliothèque du lycée où ils ont tué dix de leurs camarades. Une équipe ad hoc du SWAT pénètre finalement dans l'immense bâtiment près de quarante minutes après le début des tirs. Quelques minutes plus tard, les deux tireurs se suicident, sans jamais avoir croisé les membres du SWAT. La fusillade aura duré 49 minutes et fait 13 morts. Les leçons tirées de Columbine sont nombreuses³⁶, et l'attaque reste un tournant décisif pour les forces de l'ordre américaines, mais la conclusion des policiers américains est simple : le temps de réaction est l'élément primordial. Si les coups de feu retentissent, l'ensemble des personnels doit pénétrer dans le bâtiment et engager le ou les tireurs. Les premières minutes de chaque fusillade étant les plus mortelles, attendre une équipe d'intervention n'est pas une option envisageable. Les primo intervenants doivent donc être capables d'agir dans ce type de situation.

La plupart de ces leçons ont été retenues par les forces de l'ordre françaises après le Plan Intervention de 2016 : les BAC et PSIG Sabre sont équipés en HK G36, et les patrouilles disposent de protections balistiques « lourdes » dans leur véhicule. Mais comme l'ont illustré les deux exemples, attendre une équipe d'intervention ne peut pas être la seule option. Dès lors, plusieurs pistes d'amélioration de la capacité de réponses des unités d'intervention élémentaires doivent être envisagés. L'armement doit d'abord être évoqué. La plupart des patrouilles se composent de deux à trois policiers ou gendarmes, équipés d'armes de poings et de quelques chargeurs. Face à une attaque telle que celle d'Ayoub Khazzani dans le Thalys en août 2015, où le suspect transportait 9 chargeurs de 30 cartouches et une arme automatique³⁷, les policiers et les gendarmes d'une patrouille seraient mis en très grande difficulté, et dans l'incapacité de répondre convenablement par le feu. La présence dans chaque véhicule de patrouille au départ d'une arme d'épaule et d'un stock de munitions supplémentaire, potentiellement HK UMP9 ou HK G36, permettrait aux patrouilles d'être en capacité de réagir dans le cadre d'une tuerie de masse. En plus de l'armement, une formation à leur usage serait bien entendu nécessaire. Une autre piste qui peut être évoqué, rentrant dans la catégorie des savoir utile potentiellement transmissible, est une formation à l'effraction pour l'ensemble des personnels. Cette formation s'est généralisée aux États-Unis, notamment après la fusillade de Virginia Tech³⁸. Conscients des méthodes des forces de l'ordre, de nombreux assaillants ont choisi désormais de barricader les portes derrière eux afin de gagner le temps nécessaire à commettre leurs premiers homicides. Permettre aux unités d'intervention élémentaire de passer les obstacles mis sur leur route (portes verrouillées, chaînes...) limite la capacité du tireur à faire des victimes supplémentaires, mais aussi ses chances de se retrancher avec des otages. De nouveau, donner ce type de capacité aux unités en

36 Pour plus d'informations voir « Réflexions sur l'amok : une perspective américaine » A.Rodde CREOGN, Décembre 2017.

37 « Le « tireur du Thalys » affirme qu'il n'a « pas pu tuer », G. Descours, 09/05/2018, L'Express, en ligne, consulté le 29/11/2018, URL: https://www.lexpress.fr/actualite/societe/le-tireur-du-thalys-affirme-qu-il-n-a-pas-pu-tuer_2007190.html

38 Pour plus d'information voir "Active Shooter : Events and Responses" J.P.Blair, T. Nichols, D. Burns, J.R.Curnutt, CRC Press, 2013.

patrouille nécessitent une formation et un équipement supplémentaire dans chaque véhicule. Enfin, un travail de formation doit être mis en place pour préparer mentalement les primo engagés à la difficulté des situations auxquelles ils devront faire face. Les récits des personnels engagés lors de tueries tels que celle du 13 novembre ou de Charlie Hebdo montrent l'impact et les troubles que tant de violence peut engendrer. Un processus de « densification³⁹ » pourrait être engagé pour permettre aux personnels de passer d'une patrouille calme à une situation extrêmement violente en maintenant leur capacité à agir.

Ces pistes d'amélioration de la réponse des forces de l'ordre française au phénomène de tuerie de masse sont basées sur une série d'analyses, d'échanges et d'hypothèse sur l'évolution de la menace. Les questions de budget et de temps de formation doivent évidemment être pris en compte pour une approche complète de la question. Il est également nécessaire de prendre en compte les retours d'expérience des gendarmes et policiers sur le terrain et des responsables de la formation, capables d'apporter le savoir-faire opérationnel nécessaire à une implémentation efficace des méthodes choisies. Face à une menace qui évolue, il est primordial de s'interroger sur l'adaptation du schéma national de l'intervention aux risques réels auxquels fait face la population et les membres des forces de l'ordre. Une progression constante des outils de prévention et de réaction à la tuerie de masse est nécessaire pour prendre l'avantage sur un adversaire qui n'est pas restreint par la loi, le budget et les habitudes.

39 Pour plus d'information, voir « La densification de l'Être : Se préparer aux situations difficiles » de G. Chaput, C. Venard, G. Venard, Pippa Editions, 2017.